

# Revaloriser le Smic ? Pas si simple

[alternatives-economiques.fr/revaloriser-smic-simple/00087312](https://alternatives-economiques.fr/revaloriser-smic-simple/00087312)

Guillaume Duval, *Alternatives économiques*, 10 décembre 2018



Dans le contexte de la crise des Gilets jaunes une proposition revient fréquemment : revaloriser le Smic, qui est actuellement de 9,88 euros bruts de l'heure, soit 1 499 euros mensuels pour 35 heures par semaine. Cela permettrait de soutenir le pouvoir d'achat des salariés du bas de l'échelle, affectés par la hausse du prix des carburants. Il n'est pas sûr cependant que les marges de manœuvre soient importantes sur ce plan.

## Une progression au ralenti

Le Smic est obligatoirement revalorisé chaque année de la progression sur douze mois de l'indice des prix (hors tabac) pour les 20 % de ménages les plus modestes. A quoi doit s'ajouter la moitié du gain de pouvoir d'achat du salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE). Le gouvernement a cependant la possibilité d'aller au-delà de cette revalorisation minimale, à travers ce qu'on appelle communément un « coup de pouce ».

Il n'y en a pas eu cependant depuis 2007, hormis à l'arrivée de François Hollande aux affaires en 2012. Une commission d'experts, présidée actuellement par Gilbert Cette et constituée pour l'essentiel d'économistes libéraux proches du pouvoir, donne son avis à ce sujet au gouvernement tous les ans.

Elle lui recommande invariablement de ne pas augmenter le Smic davantage que le minimum obligatoire. Dans son dernier rapport de décembre 2017, cette commission avait même demandé au gouvernement de revoir la formule d'indexation pour pouvoir limiter encore plus l'augmentation du Smic...

La faible revalorisation du Smic depuis plus de dix ans intervient après une période de fortes hausses dans la première moitié des années 2000

Cette faible revalorisation du Smic depuis plus de dix ans intervient cependant après une période de fortes hausses dans la première moitié des années 2000. Celles-ci étaient liées au passage de la durée légale du travail de 39 heures hebdomadaires à 35 heures et à la volonté de ne pas pénaliser les revenus des smicards à cette occasion.

### Sur le même sujet

Du coup, en juin 2005, le Smic avait augmenté de 25 % depuis juin 2000 contre 13 % pour le salaire moyen, quasiment le double. Par la suite, les faibles augmentations du Smic ont réduit cet écart qui, rapporté à 2000, reste positif mais n'est plus aujourd'hui que de 19 %.

## Le SMIC a fortement augmenté au début des années 2000

---

Salaire brut moyen et Smic brut, base 100 en juin 2000

Qu'observe-t-on si on compare le Smic français à celui des 22 pays Européens sur 28 qui en ont également un (manquent à l'appel le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Autriche, l'Italie et Chypre) ? Le Smic français reste un des plus élevés d'Europe derrière ceux en vigueur au Luxembourg, en Irlande, aux Pays-Bas et en Belgique. Les paradis fiscaux redistribuent quand même une petite partie de la rente qu'ils tirent du détournement des impôts des autres vers leurs travailleurs pauvres !

## Le SMIC français est un des plus élevés d'Europe

---

Montant du salaire minimum mensuel en 2008 et 2018 (euros)

Le Smic mensuel français est aussi très proche des salaires minimums allemand et britannique, même si ceux-ci sont calculés pour 40 heures hebdomadaires et non 35. En revanche, l'écart reste très important avec tous les autres pays d'Europe : le Smic espagnol, le plus élevé des autres pays européens, ne représente que 57 % du Smic français.

## Effet d'entraînement

---

Si on s'intéresse à ce qui s'est passé depuis le début de la crise en 2008, on observe que la France figure, avec l'Irlande et la Grèce (le seul pays où ce salaire a même baissé), parmi les pays européens où ce salaire minimum a le moins augmenté et cela d'assez loin. Les salaires minimaux ont été fortement revalorisés en effet dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. L'écart entre les salaires minimaux du Luxembourg et de la Bulgarie, les plus hauts et bas d'Europe, qui était de 1 à 13,4 en 2008 n'est plus « que » de 1 à 7,7 en cette fin d'année 2018.

## Le SMIC français est un de ceux qui a le moins augmenté depuis la crise

---

Variation du salaire minimum mensuel en euros entre le second semestre 2008 et le second semestre 2018, en %

Est-ce le signe qu'il est temps de se desserrer la ceinture ? Pas sûr. Car une telle hausse aurait un effet d'entraînement sur l'ensemble des salaires. Or la France reste un des pays européens où la part des salaires dans la valeur ajoutée est la plus élevée : à 58,3 %, celle-ci est sensiblement supérieure à la moyenne de la zone euro qui se situe à 55,4 %.

La France est un des pays où la part des profits est la plus faible dans la valeur ajoutée

Part des salaires ajustée dans la valeur ajoutée en 2018, en %

De plus, la position de la France tout en haut du classement européen du poids des salaires dans la valeur ajoutée s'est renforcée depuis la crise : chez nous, cette part s'est accrue en effet de trois points entre 2007 et 2018, selon la Commission européenne. Le tout dans un contexte où les comptes extérieurs du pays restent dans le rouge et où ce déficit ne se réduit pas.

## En France, la part des salaires dans la valeur ajoutée a beaucoup progressé depuis la crise

---

Part des salaires dans la valeur ajoutée ajustée de l'emploi non salarié en %

Dans ces conditions, il semble délicat de considérer que nous disposerions d'une marge de manœuvre significative du côté du Smic : une hausse importante aurait en effet des répercussions sur l'ensemble des salaires. Ce qui accroîtrait encore leur part dans la valeur ajoutée, pénalisant les profits et donc la propension des entreprises à investir.

Une telle hausse des salaires augmenterait également la consommation globale des ménages, avec comme corollaire un creusement supplémentaire des déficits extérieurs. Tout en renchérissant le coût du travail français, ce qui risque de mettre en difficulté le secteur exportateur et d'y entraîner des pertes d'emploi. De nombreux pays européens, et notamment l'Allemagne, pourraient et devraient augmenter les salaires de leurs travailleurs mais c'est beaucoup moins le cas en ce qui concerne la France.

Si on veut améliorer le pouvoir d'achat des salariés du bas de l'échelle, il vaudrait donc probablement mieux jouer sur d'autres mécanismes et orienter vers eux une part supplémentaire des flux de redistribution publique, comme le propose le [manifeste publié par Alternatives économiques le 7 décembre dernier](#). Cela implique cependant a contrario de prélever davantage sur les revenus des plus aisés si on veut éviter de creuser les déficits publics.